

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/324

G/SCM/W/332

12 avril 1996

(96-1285)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS POSEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES AU SUJET
DE LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE
PAR LA BOLIVIE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE
L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 mars 1996.

Législation bolivienne (Arrêté ministériel conjoint n° 25191-9 du 4 février 1993)

1. La Bolivie pourrait-elle indiquer l'échéance qu'elle s'est fixée pour l'incorporation dans sa législation nationale de toutes les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions?
2. La Bolivie pourrait-elle expliquer le rapport juridique qui existe entre la Bolivie et la Commission de l'Accord de Carthagène? Pourrait-elle donner des détails sur la façon dont les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions seront mises en oeuvre dans le cadre de l'Accord de Carthagène?
3. La Bolivie pourrait-elle indiquer si les dispositions de l'article 8 de l'Accord sur les subventions concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action seront incorporées au chapitre VI de l'Arrêté ministériel?
4. La Bolivie pourrait-elle indiquer si les dispositions de l'article 20 de l'Accord de l'OMC sur les subventions seront incorporées à l'article 40 de sa législation?
5. La Bolivie pourrait-elle préciser quand elle a l'intention de supprimer les dispositions du chapitre IX concernant la suspension de l'importation d'un produit?

Législation antidumping

Question 1

Etant donné que la législation notifiée date du 4 février 1993 et de 1992, la Bolivie est-elle certaine que sa législation nationale tient dûment compte des nouvelles règles internationales dans ce domaine?

¹G/ADP/N/1/BOL/1-G/SCM/N/1/BOL/1 + Suppl.1.

Question 2

L'Accord antidumping de l'OMC a-t-il force de loi en Bolivie?

Question 3

La Bolivie a-t-elle l'intention de modifier sa législation nationale dans un proche avenir afin de tenir compte des nouvelles règles internationales?

Question 4

Dans le cas contraire, comment la Bolivie a-t-elle l'intention de remédier aux contradictions existant entre sa législation et les nouvelles règles internationales en ce qui concerne, par exemple: le soutien de la branche de production pour l'ouverture de la procédure; la tenue de consultations préalables prévue à l'article 9 de la législation bolivienne; les délais pour les réponses aux questionnaires visés à l'article 11; les délais relatifs à l'imposition de mesures provisoires dont il est question aux articles 12 et 38; les dispositions en matière de rétroactivité de l'article 35; et les délais concernant les examens à effectuer après cinq ans visés à l'article 42?